



*Caisse d'Allocations Familiales de la Loire*

*55 rue de la Montat*

*CS 70813 – 42952 Saint Etienne Cedex1*

# ***Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)***

---

**Fourniture, livraison, montage, installation,  
paramétrage et maintenance du matériel  
audiovisuel destiné à équiper le nouveau  
bâtiment de l'antenne de Roanne  
de la CAF de la Loire**

---

Marché à procédure adaptée  
Article R 2123-1 du Code de la Commande Publique

**Marché n°2025-428-007**

## SOMMAIRE

ARTICLE 1	PARTIES CONTRACTANTES .....	3
ARTICLE 2	OBJET DU MARCHE .....	3
ARTICLE 3	DECOMPOSITION EN TRANCHE ET EN LOTS .....	3
ARTICLE 4	DUREE DU MARCHE .....	3
ARTICLE 5	FORME DU MARCHE.....	4
ARTICLE 6	DESCRIPTION DES PRESTATIONS ATTENDUES .....	4
6-1	<i>Planification</i> .....	4
6-2	<i>Clauses générales</i> .....	5
6-3	<i>Normes homologuées ou applicables</i> .....	5
6-4	<i>Impact environnemental</i> .....	5
6-5	<i>Délai d'intervention durant la période de garantie</i> .....	6
ARTICLE 7	DESCRIPTION DES SOUS-ENSEMBLES .....	6
7-1	<i>RDC - Salle de réunion 35 personnes – 69,7 m2</i> .....	6
7-2	<i>RDC – Salles d'attentes, accueil et circulation</i> .....	7
7-3	<i>Salle de réunion et salle de formation du R+1</i> .....	7
ARTICLE 8	PRESTATIONS DE MAINTENANCE .....	8

---

## **Article 1      Parties contractantes**

### D'une part :

*Caisse d'Allocations Familiales de la Loire,  
55 rue de la Montat  
CS 70813 – 42952 Saint-Etienne Cedex 1*

La Caisse d'allocations familiales est un organisme de droit privé soumis aux dispositions du Code des Marchés Publics en application de l'article L 124-4 du code de la sécurité sociale.

Le maître d'ouvrage, désigné par « CAF de la Loire », est représenté par M. Christophe BONNEFOIS, Directeur Général.

La personne habilitée à fournir les renseignements prévus au titre de l'article R 2191-60 du Code de la Commande Publique est le Directeur de la CAF de la Loire, M. Christophe BONNEFOIS ou son représentant habilité, Mr Franck L'HOSPITAL, comptable chargé du paiement, Directeur Comptable et Financier de la CAF de la Loire.

### D'autre part :

Le prestataire de service qui conclut le marché avec la CAF de la Loire et désigné dans le présent CCTP par l'expression "le titulaire".

Un responsable du projet est désigné par le titulaire pour le présent marché. Ce responsable est le représentant du titulaire dans les communications entre la CAF de la Loire et les différents intervenants du titulaire.

## **Article 2      Objet du marché**

Le présent marché a pour objet la fourniture, la livraison, le montage, l'installation et le paramétrage (ainsi que la maintenance en option) d'un ensemble de systèmes audiovisuel destiné à équiper les salles de réunion, salles d'attente, accueil et circulation du nouveau bâtiment de l'antenne de Roanne de la CAF de la Loire.

Adresse : 51 rue Marx Dormoy, 42300 ROANNE

Les prestations attendues, les fonctionnalités des systèmes ainsi que les différents éléments qui les composent sont définies dans le présent CCTP.

## **Article 3      Décomposition en tranche et en lots**

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

## **Article 4      Durée du marché**

La date de réalisation des prestations demandées est estimée en courant octobre 2026. La CAF informera plus précisément le titulaire sur la date de son intervention, en fonction de l'évolution du planning des travaux, a minima 45 jours avant celle-ci.

D'une manière générale, les dates et les délais de réalisation de la prestation peuvent, en fonctions des impératifs du site, être modifiés sans que le titulaire ne puisse prétendre à une rémunération supplémentaire ;

Lors de la réunion de démarrage du marché, le calendrier détaillé de la prestation est validé, dans le cadre des délais fixés par les pièces du marché pour la réalisation du projet. Ce calendrier d'exécution devient contractuel.

Lors de la mise en œuvre de ces systèmes, il est possible que d'autres sociétés interviennent pour l'équipement du bâtiment. Le titulaire doit collaborer avec les autres corps de métier afin de faciliter la tâche de toutes les parties.

Une option de maintenance est prévue et pourra être levée par le pouvoir adjudicateur dans un délai de 6 mois suivant la notification du marché.

En cas de levée de l'option par le pouvoir adjudicateur, celle-ci est conclue pour une durée de 1 an, reconductible 3 fois 1 an, et ce à compter de sa date d'effet.

## **Article 5      Forme du marché**

Le marché prend la forme d'un marché ordinaire à prix global forfaitaire selon les dispositions de l'article R2163-13 du Code de la Commande Publique.

## **Article 6      Description des prestations attendues**

La CAF de la Loire souhaite équiper de matériels audiovisuels, les salles de réunion, salles d'attente, accueil et circulation du nouveau bâtiment de l'antenne de Roanne, actuellement **en cours de construction**. La prestation intègre la fourniture, la livraison, le montage, le paramétrage et l'installation du matériel audiovisuel (ainsi que la maintenance en option). A titre d'information, la livraison du bâtiment est prévue courant octobre 2026.

Une formation sera dispensée aux personnels en charge du fonctionnement du matériel.

Le fournisseur devra débarrasser le site de tout emballage, résidu et produit résultant de son intervention.

Les éléments abîmés ou ne correspondant pas à la commande initiale seront automatiquement repris ou échangés aux frais du fournisseur, et dans le délai imposé par le CCAP. A définir

### **6-1      Planification**

Le prestataire proposera un calendrier de déploiement de sa solution, en lien avec le calendrier prévisionnel des travaux actuels annexé à cette consultation à titre indicatif.

Le prestataire précisera, salle par salle, le temps qu'il jugera nécessaire pour la livraison, le montage, l'installation, le paramétrage et la mise en service du matériel (incluant une phase de tests et formation).

Les plannings de livraison et d'installation des matériels doivent être communiqués dès que possible au plus tard 21 jours avant le début des opérations d'installation.

D'une manière générale, les dates et les délais de réalisation de la prestation peuvent, en fonction des impératifs du site, être modifiés sans que le titulaire ne puisse prétendre à une rémunération supplémentaire.

Lors de la réunion de démarrage du marché, le calendrier détaillé de la prestation est validé, dans le cadre des délais fixés par les pièces du marché pour la réalisation du projet. Ce calendrier d'exécution devient contractuel.

Lors de la mise en œuvre de ces systèmes, il est possible que d'autres sociétés interviennent pour l'équipement du bâtiment. Le titulaire doit collaborer avec les autres corps de métier afin de faciliter la tâche de toutes les parties.

## **6-2      Clauses générales**

Il est exigé du titulaire du présent marché une obligation de résultat quant aux objectifs fixés par le cahier des clauses techniques particulières ; en conséquence, les prescriptions décrites dans le présent document ne peuvent être limitatives et le titulaire doit adapter les moyens et les techniques pour offrir les prestations demandées au présent document dans le respect des contraintes et de normes et règles de l'art décrites ci-après.

Le titulaire est assuré avant la remise de son offre qu'il n'existe pas de divergence entre les différents éléments constitutifs du marché. Le titulaire doit supporter, le cas échéant, les frais et coûts associés à l'absence de cette vérification de sa part.

Le présent document présente les caractéristiques techniques des équipements et systèmes à fournir et à installer.

L'offre du titulaire comprend explicitement ou implicitement tous les travaux accessoires et autres nécessaires.

## **6-3      Normes homologuées ou applicables**

La prestation doit être réalisée conformément aux normes en vigueur homologuées ou à d'autres normes applicables en France.

Les matériels devront être intégralement conformes aux normes françaises et européennes homologuées et au règlement de sécurité incendie dans les ERP. Ils devront être de qualité robuste, afin d'être utilisés de manière intensive.

Les normes réseaux du contractant sont à prendre en compte par le titulaire et lui sont communiquées en phase d'études d'exécution.

Tous ces équipements doivent être compatibles avec les normes actuelles d'accessibilité dédiées aux malvoyants et malentendants.

## **6-4      Impact environnemental**

L'ensemble des architectures proposées par le titulaire doit prendre en compte les impacts environnementaux.

L'ensemble des mises en œuvre est également concerné. Le titulaire s'engage, dans le cadre de l'exécution de ce présent marché, à respecter le traitement des déchets induits.

Tous les déchets générés par l'intervention de l'entreprise sont enlevés par celle-ci sans que cela engendre de coût supplémentaire. En cas de non-respect répétitif de cette règle, le contractant fait effectuer ce travail par une entreprise de nettoyage, aux frais du titulaire.

#### **6-5 Délai d'intervention durant la période de garantie**

Durant la période de garantie des matériels, équipements et installations portée à 3 ans (par dérogation à l'article 33.1 du Cahier des Clauses Administratives Générales Fournitures Courantes et Services), le délai d'intervention minimum exigé est de 48 heures.

### **Article 7 Description des sous-ensembles**

Afin de bien comprendre le besoin de la CAF, une visite du siège de la CAF à Saint-Etienne par les candidats est obligatoire avant la remise de leur offre.

**Pour la localisation des équipements se référer aux plans annexés au présent CCTP, en suivant les mentions en rose.**

#### **7-1 RDC - Salle de réunion 35 personnes – 69,7 m2**

Les équipements seront dimensionnés pour limiter au maximum, voire faire disparaître, la distance qui peut se créer entre les personnes en présentiel et les personnes en virtuel.

Une fois opérationnelle, cette salle de réunion permettra :

- aux agents de la CAF de se joindre facilement à une réunion, que ce soit à distance ou physiquement dans la salle connectée,
- d'ouvrir les réunions en visioconférence à un public externe à la CAF compte tenu de la facilité d'accès.

#### **Caractéristiques générales**

Les prestations attendues sont les suivantes :

- Fourniture de solutions de visioconférence interopérables avec **Microsoft Teams**
- Etude de l'aménagement complet des salles de visioconférence
- Fourniture et installation des équipements audio vidéo adéquats
- Maintenance et support des équipements.

Le système doit permettre :

- A toutes les personnes présentes dans la salle de voir dans de bonnes conditions les images des écrans, y compris des documents partagés, depuis tout point de la salle
- En simultanée, de voir à l'écran les participants en distanciel à la réunion
- De partager des documents de façon à les rendre visibles aux personnes présentes dans la salle
- D'assurer la sonorisation de la salle de façon que toutes les personnes présentes dans la salle s'entendent, entendent les personnes présentes à distance et que ces dernières entendent les personnes présentes dans la salle. La captation du son doit pouvoir se faire en tout point de la salle

Modes d'usage de la salle :

- Réunion 100% présentielle : assurer la sonorisation de la salle et le partage de documents sur les écrans
- Réunion hybride :
  - o Mode TMR
  - o Mode Byod

En mode hybride, la sonorisation proposée doit permettre à la fois que tous les participants en présentiel s'entendent dans toutes les parties de la salle, de même que les participants à distance, et ce sans interférence.

## **7-2 RDC – Salles d'attentes, accueil et circulation**

### 7.2.1 RDC :

#### ❖ Accueil allocataire :

Il est attendu 4 écrans, selon le plan annexé au présent CCTP, comprenant une sortie son et d'une dimension minimum de 43" mais qui pourra être adaptée en fonction de la localisation et de la configuration de l'espace. L'objectif de ces écrans est de pouvoir diffuser de l'information, mais également diffuser les numéros d'appel des allocataires en espace d'attente par affichage et signal sonore.

#### ❖ Sas d'entrée

Il est attendu 1 écran tactile, selon le plan annexé au présent CCTP, comprenant une sortie son et d'une dimension minimum de 43" mais qui pourra être adaptée en fonction de la localisation et de la configuration de l'espace. L'objectif de cet écran est de pouvoir diffuser de l'information et utiliser un système de réservation de bureau.

### 7.2.2 R+1

Au R+1, il est attendu 2 écrans sur la plate-forme téléphonique, et 2 écrans dans les circulations, selon le plan annexé au présent CCTP, d'une dimension minimum de 43" mais qui pourra être adaptée en fonction de la localisation et de la configuration de l'espace.

### 7.2.3 R+2

Au R+2, il est attendu 1 écran dans le réfectoire et 2 écrans dans les circulations, selon le plan annexé au présent CCTP, d'une dimension minimum de 43" mais qui pourra être adaptée en fonction de la localisation et de la configuration de l'espace.

L'objectif de ces écrans est de pouvoir diffuser de l'information.

## **7-3 Salle de réunion et salle de formation du R+1**

Chacune de ces 2 salles doit être équipée de façon à permettre :

- Des réunions 100% présentiel avec diffusion de document à l'écran

- Des réunions hybrides en visio-conférence.

Le mode de connexion à l'équipement sera du Byod à distance (un système de connexion filaire doit également être prévu en cas de dysfonctionnement du système de connexion à distance).

Les modes de captation vidéo et son, ainsi que le dimensionnement des écrans, doivent être adaptés à la configuration de chacune de ces 2 salles.

Pour la salle de formation, une option sera proposée pour prévoir un écran tactile.

## **Article 8 Prestations de maintenance**

L'offre comprendra un contrat de maintenance, qui pourra être **souscrit en option**.

Le titulaire s'engage, en cas de levée de l'option par le pouvoir adjudicateur, à assurer la maintenance du matériel audiovisuel fourni dans le cadre du présent marché.

Cette maintenance comprend :

- Une visite annuelle de contrôle et de nettoyage,
- Une assistance téléphonique du lundi au vendredi de 9h à 17h,
- Une intervention sur site sous 48h ouvrées en cas de panne critique,
- La fourniture des mises à jour logiciels.

Cette option sera conclue pour une période de 3 ans minimum, renouvelable 1 fois 1 an par tacite reconduction.

Ce contrat sera de type préventif et curatif avec une visite annuelle.

L'offre devra détailler les opérations de maintenance proposées ainsi que les engagements de service.

A l'issue de la visite, le titulaire devra fournir un rapport de contrôle et un bon d'intervention.

L'offre décrira précisément sur le plan technique les procédures mises en œuvre pour la maintenance, et en particulier :

- La procédure d'appel,
- La procédure d'escalade.

Préventif - 1 visite annuelle (délai de prévenue de 7 jours)

Curatif – intervention sous 24h jours ouvrés. En cas de panne de l'un des équipements, le prestataire devra mettre à disposition un matériel de secours sous un délai de 72h jours ouvrés.